



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

RONALD HUBSCHER, L'immigration dans les campagnes françaises (XIX^e-XX^e siècle)

Paris, Odile Jacob, collection Histoire, 2005, 478 p.

Ronald Hubscher continue à tracer son sillon sur des terrains laissés depuis longtemps en jachère par la recherche historique et sociologique. Certes, le sujet de l'immigration est particulièrement présent dans le débat politique et médiatique depuis les chocs pétroliers et fait l'objet de nombreuses études, mais ce sont surtout les terrains urbains et industriels sur lesquels se sont portées toutes les attentions¹. C'est donc par la marge qu'Hubscher aborde ce sujet. Ainsi que l'explique l'auteur, l'immigration dans les campagnes apparaît, en effet, comme « invisible » ; d'une part, parce qu'elle est relativement diffuse sur l'ensemble du territoire français et, d'autre part, parce l'idéologie agrarienne qui a longtemps influencé la perception des migrants dans les campagnes attribue une nature similaire et facilement assimilable à tous les travailleurs de la terre. Avant d'être étrangers, les migrants sont des paysans, ils connaissent le dur labeur et le respect de la terre. Les problèmes d'intégration de cette population seraient donc moindres, ce qui permet de comprendre le relatif désintérêt des chercheurs. Du côté de la sociologie rurale, ce thème a également peu retenu l'attention en raison d'un présupposé tenace qui veut que les agriculteurs soient caractérisés par une stabilité résidentielle corrélative de la fixité de l'outil de travail et de l'attachement supposé à une terre héritée de génération en génération. Or, l'auteur dresse le portrait d'une agriculture marquée par la mobilité, les appartenances multiples et les flux d'hommes, de capitaux et de techniques, au niveau européen. Hubscher réalise un travail qui poursuit, dans un certain sens, l'ouvrage qu'il avait co-dirigé sur l'histoire des salariés agricoles². La période étudiée est particulièrement vaste et la variété des thèmes en fait un ouvrage de synthèse particulièrement utile.

Dans la première des quatre parties de son étude, l'auteur prend un point de vue de démographie historique. Il présente l'histoire des différents flux migratoires dans les campagnes, les différentes sources de migration et les ressorts de ces flux ainsi que les politiques qui ont facilité l'accès des migrants ou, au contraire, comme dans les périodes de crise économique (fin du XIX^e et années 1930), ont restreint les entrées et la liberté de travailler en France. L'influence des Belges et des Flamands est manifeste dans la seconde moitié du XIX^e siècle ; ils seront bientôt supplantés en nombre par les Italiens et les Polonais au début du XX^e, à leur tour dépassés par les Espagnols et les Portugais dans les années 70 ; puis viendront les ressortissants du Maghreb. L'histoire des migrations est, à la fois, celle des paysans sans terre qui viennent s'installer en France, avec le rêve de devenir propriétaires, et celle de ces jeunes qui tentent d'accumuler un pécule qu'ils investiront dans leur pays à leur retour. Il s'agit, dans les deux cas, d'un projet de mobilité sociale qui peut se doubler d'une volonté d'émancipation familiale. Ces flux sont interdépendants de la politique nationale d'immigration plus ou moins restrictive que l'Etat français, après une période de libéralisme économique, met en place au début du XX^e siècle. Cette politique se définit sous la pression d'une opinion publique où la xénophobie est particulièrement forte, notamment dans les

¹ À l'exception notable de deux études anciennes, largement utilisées par l'auteur : la première, publiée en 1939, par A. Demangeon et G. Mauco, *Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française* (Paris, Hermann), et celle de 1953 d'A. Girard et J. Stoetzel, *Français et immigrés, l'attitude française, l'adaptation des Italiens et Polonais* (Paris, PUF-INED).

² Ronald HUBSCHER, Jean-Claude FARCY (dir.) 1986, *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles* (Paris, Créaphis, 361 p.)

années 1930, et sous l'influence très efficace de la profession agricole et des grands propriétaires dont la peur du manque de bras pour les grandes cultures à forte valeur ajoutée (betterave, notamment) se fait particulièrement sentir. Dans les années 1920, la profession agricole prend le relais de l'État pour le recrutement et l'acheminement de salariés migrants, venant notamment de Pologne, avant que l'Etat ne reprenne le contrôle exclusif de l'affaire avec la création, en 1946, de l'Office national d'immigration (ONI).

La seconde partie traite des relations établies, au niveau local, entre Français et migrants. L'auteur examine la manière dont les mesures politiques plus ou moins restrictives en matière de migration sont appliquées par les maires chargés de réaliser des rapports sur les migrants, par les policiers qui doivent réprimer les étrangers toujours soupçonnés d'être des fauteurs de troubles et débusquer les migrants illégaux, enfin par les juges qui doivent souvent trancher sur le sort des étrangers pris en défaut d'immoralité ou de papiers. L'auteur aborde ensuite la perception des migrants par les paysans ou ruraux autochtones. Celle-ci est fondamentalement ambivalente, partagée entre le sentiment de nécessité incontournable de cette main-d'œuvre dans les exploitations et par le danger qu'elle peut représenter en matière d'identité nationale ou locale. Cette perception est fortement structurée par les facteurs économiques : les migrants sont indispensables en tant que main-d'œuvre, mais également des concurrents pour la possession et le contrôle de la terre. Les agriculteurs autochtones, toujours soucieux de s'agrandir, parviennent dans l'entre-deux-guerres à obtenir des garanties grâce au principe de préférence nationale pour l'attribution des terres. Un migrant ne peut exploiter un fonds que si aucun Français ne souhaite l'exploiter. Ce principe est conservé après-guerre, mais Hubscher montre que, dans les faits, il est contourné. C'est le cas notamment des migrants belges, à la réputation de bons techniciens et de bons gestionnaires, qui dans l'attribution d'une ferme sont souvent préférés aux Français par les propriétaires français du fonds. La perception des ouvriers agricoles migrants est tout aussi ambivalente, le discours syndical oscillant longtemps entre la défense des salariés nationaux et l'unité de tous les prolétaires.

La troisième partie aborde les « pratiques familiales et sociales » des migrants, c'est-à-dire à la fois le projet des migrants qui viennent en France, la manière dont ils le réalisent et la dynamique du projet tout au long de leur séjour. L'auteur refuse d'y voir des « stratégies familiales », notion trop rigide par rapport à la labilité des faits. Ce sont les migrations des femmes qui ouvrent cette partie. Celles-ci, souvent oubliées, ont constitué jusqu'à 33 % des flux en 1946. L'auteur voit dans la migration une source de modifications des rôles sexuels et, par là, une possibilité d'autonomie et de libération de ces femmes, mais il constate en même temps que ce potentiel subversif a été relativement neutralisé. Le chapitre qui suit est consacré aux enfants des migrants pour lesquels on constate une ascension sociale, limitée mais réelle. Cependant, toutes les nationalités, en fonction de leur position sociale, n'ont pas eu le même destin social. Les enfants des salariés polonais des grandes exploitations du Nord de la France ont eu bien souvent tendance à rester dans la même position sociale que leur parents et souvent avec pour seul recours le salariat dans l'industrie ou la mine, mieux payé. Les enfants des propriétaires ou métayers italiens ou espagnols du Sud-Ouest de la France ont pu soit continuer l'exploitation, soit se tourner vers un métier manuel grâce auquel ils ont cherché à conserver une indépendance professionnelle. La question du retour est ensuite abordée, ainsi que celle du retour final, c'est-à-dire le choix d'être enterré en France ou dans le pays d'origine. L'auteur montre à partir de l'observation de quelques cimetières que

l'aspiration au retour a été très forte et que, comparativement aux flux migratoires, peu d'inhumations semblent avoir eu lieu en France.

Enfin, la dernière partie analyse la reconstitution d'une hiérarchie sociale dans l'émigration. L'auteur montre en effet que la situation économique et sociale des migrants est fortement différenciée. Tout sépare les migrants belges, suisses ou hollandais, qui arrivent en France bien souvent avec un capital économique et culturel très important et cherchent une bonne opportunité d'investissement, des migrants polonais qui viennent avec leur seule force de travail s'employer pour l'année ou pour la période de la récolte dans les grandes exploitations du Nord de la France. Les premiers vont parfois employer les seconds et utiliser les mêmes méthodes que les patrons autochtones pour exploiter au maximum cette force de travail. L'analyse par nationalité masque une hétérogénéité sociale importante : certains Belges n'ont qu'un capital économique réduit qui les oblige à louer des exploitations de taille relativement modeste, quand d'autres occupent des fermes de 200 hectares en région parisienne. L'auteur montre qu'à bien des égards (cas de grèves de salariés agricoles dans le Bassin parisien en 1905 et 1936) les différences en termes de nationalité s'effacent pour laisser place souvent à une solidarité de classe.

L'étude de Ronald Hubscher conclut donc à la fois au rôle économique central des migrants en milieu rural, mais aussi au fait que ceux-ci ont relativement peu pris racine à la campagne. Ils ont bien sûr constitué une source importante de développement de certaines régions comme les Italiens et les Espagnols dans le Sud-Ouest où ils ont introduit de nouvelles techniques, de nouvelles cultures, mais dans l'ensemble peu ont souhaité rester sur notre sol. Ceux qui sont restés se sont assez rapidement intégrés dans le milieu local, en cultivant parfois une certaine bilatéralité. Pourtant, Hubscher conclut sur un clin d'œil à Henri Mendras dans « *La fin des migrants agricoles* ». Fin des migrants tels qu'on les avait connus : salariés à l'année, avec un contrat renouvelable, ou métayers, fermiers, propriétaires cherchant une exploitation plus abordable que dans leur pays. Désormais, ce sont les saisonniers, souvent clandestins, venus en France pour la récolte qui forment les flux les plus importants avec les Européens du Nord en quête d'une villégiature rurale. La montée toujours plus importante du machinisme dans l'agriculture tend à remplacer les salariés stables. S'installent alors des formes d'emplois toujours plus flexibles, comme dans les autres secteurs de l'économie. Les nouveaux arrivants ne peuvent semble-t-il plus espérer non plus devenir propriétaires ou fermier et monter socialement, comme avant la Seconde Guerre mondiale, dans la hiérarchie de l'agriculture. « Le rôle historique des étrangers de la terre semble désormais achevé » en France conclut alors Ronald Hubscher.

L'analyse de l'auteur s'appuie sur des sources variées et localisées. Il fait un usage prudent des statistiques disponibles sur les migrations et mesure bien l'imperfection des différentes sources sur le sujet. Son grand mérite est de faire une analyse secondaire des données des enquêtes antérieures de Mauco et Demangeon ou de Girard et Stoetzel. Il en tire des résultats statistiques départementaux ³ (souvent recalculés par lui sur la base de nouvelles définitions),

³ On peut regretter que ceux-ci ne soient présentés que sous forme de tableaux statistiques et non de cartes qui auraient été très utiles tant les régions françaises s'opposent entre elles. Les tableaux sont d'ailleurs présentés sous une forme minimale (pas de titre, pas de source...). Il est également dommage que l'éditeur a fait le choix de placer les nombreuses notes à la fin de l'ouvrage, ce qui gêne une lecture critique. À ce propos, un appel de note a dû être malencontreusement supprimé dans le corps du dernier chapitre, ce qui conduit à un décalage par rapport aux notes de la fin.

mais surtout il exploite les dossiers individuels que les enquêteurs ont constitués sur les personnes interrogées. D'autres sources sont utilisées, comme celle des Archives départementales de plusieurs départements qui permettent d'accéder, par exemple, aux procédures de contrôle des migrants par les préfectures et aux décisions de justice relatives à l'accès et à la permanence en France de certains d'entre eux. Le travail réalisé en Indre-et-Loire par une employée du Comité d'aide et de protection aux femmes immigrantes employées dans l'agriculture nous donne un aperçu très riche des rapports sociaux entre les femmes polonaises et leur employeur autochtone.

L'auteur fait également mention d'entretiens qui ont été réalisés avec certains migrants, mais ceux-ci semblent très peu nombreux et ont un rôle accessoire dans l'analyse. Il est dommage qu'il n'ait pas souhaité en faire un élément plus central dans l'enquête, et donner à son étude, au moins pour les dernières années de la période, un tour plus proche de l'histoire orale. On peut regretter de même que des données plus récentes, issues des enquêtes du ministère de l'Agriculture, n'aient pas été plus utilisées. Il aurait pu souligner la montée dans le monde agricole du travail agricole à façon qui peut être analysée comme une manière pour certains exploitants d'externaliser une partie des tâches qui antérieurement pouvaient être réalisées par des salariés. L'ampleur des zones géographiques couvertes est impressionnante : si l'auteur s'intéresse plus particulièrement au Nord de la France, et au Bassin parisien, au Sud-Ouest et au Sud-Est, il livre également une analyse des pays et régions d'origine des migrants sur deux siècles. Avec tous les matériaux disponibles, l'analyse d'Hubscher évite une perspective qui serait trop misérabiliste et montre, à la fois, l'inégalité des rapports de force et les ressources dont les ouvriers et ouvrières sont pourvus ainsi que les ruses qu'ils ou elles peuvent utiliser contre l'employeur.

L'ouvrage est d'une grande richesse et donne une vision inattendue de l'agriculture et de l'immigration. Il balaie tout au long des chapitres de multiples lieux communs et conteste des théories qui sont encore très présentes dans le débat académique. Il le fait dans un langage élégant qui se méfie du jargon. C'est donc un travail passionnant qui donne un regard décalé et, pour cela, riche sur les transformations de l'agriculture française pendant ces deux derniers siècles et sur l'immigration.

Christophe GIRAUD

CERLIS, Université Paris Descartes-CNRS, et MONA, INRA, Ivry-sur-Seine